République Démocratique du Congo
MINISTERE DES FINANCES
Comité Technique de Suivi et d'évaluation des Réformes
CTR

FONAREDD

RAPPORT SEMESTRIEL DU PROGRAMME REDD+ AU MANIEMA

Période du 1er mars 2021 au 30 juin 2021

Table des matières

1. Données clés du PIREDD Maniema 2
2. Résumé exécutif 3
3. Brève présentation du programme 4
3.2 Objectifs spécifiques 4
3.3 Résultats attendus du programme 4
3.4 Contexte du rapport 5
4 Etat d'avancement des activités prévues dans le PO de la phase de démarrage du PIREDD Maniema 5
5 Etat d'avancement des résultats du Programme 8
6 Contribution du programme à l'atteinte des Indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI 12
7 Contribution du programme à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention 12
8 Exécution financière 13
9 Gestion participative 18
10 Termes transversaux 19
10.1 Gouvernance 19
10.2 Genre 19
10.3 Peuples Autochtones 19
10.4 Autres groupes sociaux (Jeunes, etc.) 20
10.5 Respect de normes environnementales et sociales 20
a) Etude d'impact environnementale et sociale 20
b) Mesures prises afin d'assurer le respect de chacune des sauvegardes 20
11 Gestion des risques 21
12 Illustration narrative spécifique 23
13 Modalités de suivi. 23
14 Révisions programmatiques (le cas échéant) 24
15 Auto-évaluation du programme 24
16 Difficultés rencontrées et mesures prises, ... 24
17 Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du programme 24
18 Conclusion et recommandations 24

1. Données clés du PIREDD Maniema

Titre du Programme & Référence	Programme Intégré REDD+ dans la province du Maniema, République Démocratique du Congo Cofinancement du Programme de coopération germano-congolaise « Programme de Maintien de la Biodiversité et Gestion durable des Forêts »
Numéro de référence du Programme/MPTF	PN 19.2068.5-002
Localité, Secteur/Thème(s) du Programme	Province du Maniema, Territoires Kailo, Pangi, Kasongo, Kibombo a) Conditions cadre liées à la conservation des forêts et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources agro-sylvo-pastorales ; b) Processus de gouvernance locale ; c) Mise en valeur durable de l'utilisation des ressources forestières ; d) Mise en valeur énergétique des ressources ligneuses autour des centres urbains ; e) Agriculture durable .
Partenaires de mise en œuvre	MEDD, ICCN
Organisations participantes	ONG locales, services techniques provinciales
Budget du Programme (USD)	30.000.000 USD
Durée totale programme :	03/2021 à 02/2026 (5 ans)
Date d'approbation du programme en COPIL FONAREDD:	01.03.2021
Date de transfert de fonds par MPTF :	27.04.2021
Date de lancement officiel/Démarrage effectif :	01.03.2021
Date de clôture originale	28.02.2026
Date de clôture actuelle	28.02.2026
Décaissements au 31.12.2021	
Dépenses globales (USD) au 30.06.21.	CAFI : 579'012.64 USD,
Taux de consommation de la 1ère tranche	6 %
Date d'évaluation à mi-parcours le cas échéant	
Contact (Nom, titre, organisation participante et adresse mail) :	Nom : Martijn Ter Heegde Titre : Conseiller Technique Principal (CTP) Adresse e-mail : martijn.terheegde@giz.de Nom : Dr Petra LAHANN Titre : Cheffe du Bureau à Kindu, Coordinatrice du PIREDD Maniema Adresse e-mail : petra.lahann@giz.de

2. Résumé exécutif

Dans l'ensemble, les activités ont bien démarré au cours de ces quatre premiers mois de la phase d'exécution du projet, qui est spécifiquement caractérisé par une phase de démarrage. L'accent a été mis sur le développement et la validation de la stratégie du PIREDD Maniema et le début de la planification opérationnelle en collaboration avec les partenaires dans la province. En avril et mai, des revues techniques ont été organisées avec tous les partenaires pour revoir les résultats proposés et pour définir les zones d'intervention et les besoins de renforcement des capacités. Ensuite, la stratégie a été présentée aux partenaires et validée le 26 mai 2021. En mai et juin, 5 ateliers de planification opérationnelle ont été organisés avec tous les partenaires afin de développer les plans opérationnels pour les 5 objectifs du PIREDD Maniema. Une validation est prévue en août. Fin du mois de juin, l'arrête et le statut pour le COPIL PIREDD Maniema a été élaboré en Juin 2021 et validé par le gouverneur de la province du Maniema.

Également dans le cadre de la phase de démarrage, plusieurs études ont été lancées et sont dans la mise en œuvre pour recueillir des données de la base importantes pour le PIREDD Maniema : a) l'étude sur le potentiel agricole dans les zones de savane du Maniema ; b) étude sur l'utilisation du bois-énergie et des foyers améliorées dans la ville de Kindu ; c) analyse de la filière semencière dans les territoires de Kibombo et Kasongo au Maniema ; c) analyse des pépiniéristes et quantités des plantules produites dans la ville de Kindu ; d) élaboration d'une guide d'essences agroforesteries dans la province Maniema ; e) étude de la faisabilité de la mise en place des filières artémisia et moringa dans la province Maniema ; f) collecte de données socio-économiques à travers de « basic necessity study » ; g) étude de l'implication des femmes aux processus décisionnels dans les zones riveraines des Parcs nationaux de la province du Maniema (Parc National de Lomami et Parc National de Maiko) ; h) étude sur la diversité et écologie des poissons de quelques rivières du PNL et de sa zone tampon ; i) évaluation d'impact des plantes ichtyotoxiques sur la biodiversité et sur la santé humaine.

Également pendant la phase de démarrage, les premières mesures de renforcement des capacités pour les partenaires ont été mises en œuvre. 3 structures étatiques ont reçu du matériel pour le bon fonctionnement de leurs bureaux : le ministre provincial d'environnement, la division d'aménagement du territoire, la division d'agriculture. 3 sessions de formation ont été organisées pour les partenaires : a) au total 67 agents de poste de contrôle (46 hommes et 26 femmes) ont reçu une formation sur l'administration publique, la traçabilité et filière de bois au Maniema b) 25 acteurs étatiques, des acteurs locaux de la société civile et des associations (16 hommes et 9 femmes) ont été formé sur l'intégration de concept genre dans leurs activités, c) 32 structures locales dont 27 ONGs et 5 structures étatiques à travers des représentants de chaque structure (10 femmes et 22 hommes) ont participé à une formation sur les pratiques de l'agroforesterie.

Concernant la réalisation d'indicateurs concrets du PIREDD Maniema, nous avons pu finaliser 3 plans de développement local (ETD Ambwe, Wasongola et Bangengele) qui ont été validés par le gouverneur provincial le 07 mai 2021. À travers d'une subvention locale l'Association Kindu Maendeleo avec son programme de rizipisciculture a touché 132 bénéficiaires dans le secteur de Wakabangu II et Wasongola avec des activités d'une agriculture durable. À travers du processus de dialogue en tant que mécanisme de résolution des conflits l'accord de Balanga" a été élaboré. Une guide d'essences pour l'agroforesterie et le reboisement pour la province Maniema a été élaboré et publie. Pour deux concessions foresteries communautaires planifiées (Ukuna et Yenge), des cartographies participatives ont été réalisés et les communautés viennent de finaliser leur dossier et ont été déposes leurs lettres de demande aux autorités. Finalement le plan de gestion 2021 de la concession Bisemulu a été préparé et en cours de mise en œuvre.

3. Brève présentation du programme

3.1 Objectif Général

La population des zones d'intervention du Maniema, y compris les zones périphériques du parc national de Lomami a bénéficié de la valorisation durable et fondée sur les droits de l'homme, des ressources forestières, agricoles et pastorales.

3.2 Objectifs spécifiques

- Les conditions cadre liées à la conservation des forêts et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources agro-sylvo-pastorales sont améliorées ;
- Les processus de gouvernance locale sont améliorés ;
- La mise en valeur durable de l'utilisation des ressources forestières est améliorée ;
- La mise en valeur énergétique des ressources ligneuses autour des centres urbains est améliorée ;
- La mise en valeur d'une agriculture durable a été améliorée.

3.3 Résultats attendus du programme

- Plans d'action et des stratégies pour le Maniema émanant d'une politique forestière nationale sont validées ;
- Une suivi- évaluation est fait dans une manière régulièrement et les rapports sont disponibles (par exemple surveillance forestière) ;
- Le Cadre juridique et règlementaire est amélioré ;
- Une Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire (SPAT) a été élaboré, valide et prise en compte dans les PDLs ;
- Une stratégie de l'utilisation et restauration des paysages foresteries at été élaboré et valide et prise en compte dans les PDLs ;
- Une stratégie bois- énergie provincial est élaboré, validé ;
- La stratégie bois-énergie est dans la mise en œuvre et un rapport annuel est disponible ;
- Les partenaires savent intégrer les questions d'égalité des sexes et des droits de l'homme dans les politiques, stratégies, approches, processus et instruments ;
- >10 comités de développement local ont été structurés et formalisés ;
- Des structures locales existent ont renforcés pour arriver à un bon fonctionnement ;
- 10 plans de développement ont été élaborés ;
- Des acteurs institutionnels sont renforcés et capable de faire des propositions ;
- 100 projets de développement ont été planifiés et réalisés par de structures locales ;
- 50 activités viennent de PDLs sont dans la mise en œuvre ;
- 2 APACs formalisés, reconnues et sécurisés ;
- Des mécanismes de plainte sont mis sur place et appliqués ;
- Les plaintes sont traitées et résolues (protocole d'accord par exemples) ;
- Le processus national pour la mise en place des concessions communautés foresterie est appliqué ;
- 9 concessions communautés foresteries sont formalisés ;
- Des chaines de valeurs de bois ont été élaborés et mis sur place ;
- Des chaines de valeur bois- énergie ont été élaborés et mis sur place ;
- Des chaines de valeur génèrent un profit dont bénéficient les communautés ainsi que les individus (y compris les femmes et les populations autochtones) ;
- Une stratégie de l'utilisation et restauration des paysages foresteries at été élaboré et valide ;
- Les zones périphériques sont soumises à une planification et utilisation du paysage avec des zones définies pour la protection des forêts, la restauration, la culture agricole, etc ;

- Au moins 5000 ha de la zone identifiée pour la RPF (restauration de paysages foresteries) sont en cours de restauration ;
- L'utilisation de charbon, bois-chauffage (quantités, origine, etc.) est connue dans les centres urbains de la province Maniema ;
- La fabrication de foyers améliorés a été renforcée ;
- Des alternatives en énergie sont pilotés ;
- Les campagnes de sensibilisation ont conduit à une demande accrue de solutions énergétiques plus efficaces ;
- Des reboisements pour la production de bois-énergie sont planifies et mis en place ;
- Les chaines de valeur des filières agricoles portantes (cultures pérennes, vivrières) génèrent des profits au bénéfice des communautés ainsi que les individus (y compris femmes et PA ;
- Les communautés ainsi que les individus (y compris les femmes et les peuples autochtones) profitent des conditions améliorées pour le développement des chaînes de valeur locales ;
- Les services techniques engagent leurs compétences améliorées pour une gestion des terres durable au profit de la population locale ;
- La fonctionnalité des services techniques est renforcée et améliorée ;
- Le développement et la vulgarisation des pratiques agricoles durables (telles que l'agroforesterie et l'agroécologie) ont été appuyés ;
- Le nombre d'agriculteurs utilisant des pratiques agricoles durables a augmenté ;

3.4 Contexte du rapport

Ce rapport couvre les quatre premiers mois du PIREDD Maniema (mois de mars au june 2021) et se situe dans les six mois de la phase de démarrage du PIREDD Maniema. Des premières activités ont eu lieu, principalement dans le domaine du développement de la stratégie PIREDD Maniema, le renforcement des capacités de partenaires à travers de dotation de matériel et des formations, la collecte de données de la base à travers des études et des autres activités pilotes et préparatifs.

L'accent pendant ces quatre mois a été mis sur la planification stratégique avec les partenaires. Il s'agit d'un point de départ important pour la planification opérationnelle qui va prendre place en juillet à août avec les partenaires pour définir le plan opérationnel pour les cinq années suivantes du projet. Comme il s'agit d'un processus participatif avec les partenaires locaux, il est possible que les résultats attendus du PIREDD Maniema soient encore légèrement modifiés, les objectifs et indicateurs cependant ne seront pas touchés.

4 Etat d'avancement des activités prévues dans le PO de la phase de démarrage du PIREDD Maniema

Planification PIREDD stratégique + opérationnelles

Activités planifiées phase de démarrage mars à aout 2021	***Avancement Mars au June 2021***	***Taux de réalisation (%)***
Organiser les consultations avec des partenaires pour la planification stratégique	Finalisé en Mai 2021 - dans > 10 séances en revues technique, les partenaires clés ont donné leurs suggestions pour l'amélioration de la planification stratégique.	100%
Organiser atelier de la validation de la planification stratégique	Activité terminée : plus 60 acteurs locaux ont validé la planification stratégique le 26 Mai 2021 pendant l'atelier de planification stratégique	100%
Elaborer un système de suivi+ évaluation	Les Conseillers techniques Suivi évaluation ont élaboré un système de suivi évaluation et l'ont soumis au CTP et à la cheffe de Bureau Maniema	70%

Organisation des ateliers de la planification opérationnelle	Finalisé en Mai et June 2021 : 5 ateliers ont été effectués pour la planification opérationnelle des 5 objectifs	100%
Mettre en place le COPIL PIREDD Maniema	L'arrête et le statut a été élaboré en June 2021 et validé par le Gouverneur	100%
Organiser un échange avec les autre PIREDD	Dans la planification avec l'appui de FONAREDD – prévue pour le mois d'aout avec le PIREDD Mai-Ndombe	10%
Validation de la planification opérationnelle septembre 2021 au Février 2026	Prévue pour mois d'aout	0%

Objectif 1 : Les conditions cadre liées à la conservation des forêts et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources agro-sylvo-pastorales sont améliorées.

Activités planifiées phase de démarrage mars à l'aout 2021	*Avancement Mars au June 2021*	*Taux de réalisation (%)*
Mise en œuvre de la méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers (MEOR)	Activité en cours, qui a débuté en Mai 2021, préparation du contrat avec l'UICN	10%
Etude de l'implication des femmes aux processus décisionnels dans les zones riveraines des Parcs nationaux de la province du Maniema (Parc National de Lomami et Parc National de Maiko)	Subvention locale signée avec ASEFA : Trois équipes d'enquêteurs constituées chacune de 3 femmes et 1 homme se sont déployées sur les axes Bangengele, Balanga et Lubutu pour la collecte de données à l'aide de focus groupes et d'interviews individualisées, réalisés principalement avec des femmes. Un des indicateurs de cette subvention locale a d'ailleurs déjà atteint, à savoir la mise en place d'une stratégie. Les données du dépouillement seront documentées dans le prochain rapport ainsi que la planification stratégique pluriannuel	50%
Elaboration du plan de développement des PA de la province du Maniema	Le 11 juin 2021 a débuté la mission de prospection.	10%
Connaissance de la diversité et écologie des poissons de quelques rivières du PNL et de sa zone tampon (secteur sud)	L'activité a été approuvée. Elaboration des TDRs. La préparation de la descente sur le terrain est en cours.	30%
Evaluation de l'impact des plantes ichtyotoxiques sur la biodiversité et sur la santé humaine	Collecte des données déjà faites. Un voyage a été réalisé le 11 juin par le chercheur à Kisangani pour l'analyse au laboratoire	50%

Objectif 2 Les processus de gouvernance locale sont améliorés

Activités planifiées phase de démarrage mars à l'aout 2021	*Avancement Mars au June 2021*	*Taux de réalisation (%)*
Appui à la relance des activités COCO dans le secteur de Balanga	Activité terminée. **INDICATEUR arrivé** :1 accord (accord de Balanga) a été élaboré	100%
Evaluation de besoin et dotation de matériel pour le bon fonctionnement des services technique.	Des matériels ont été doté à la division d'aménagement du territoire et au Ministre provinciale d'environnement. Les demandes des ETD, de la division du Plan et Division de décentralisation sont en traitement	50%

Organiser 2 formations	Une formation sur le genre a été réalisée avec 6 représentant-e-s étatique et 16 représentant-e-s d'ONGs locales. L'objectif était d'habiliter les acteurs locaux à intégrer le concept genre dans leurs activités, afin d'en faire profiter de façon égale aux femmes et hommes au sein des populations bénéficiaires du BGF/PIREDD. La préparation de la formation en aménagement du territoire est en cours	50%
Finalisation de la prospection, identification et documentation des potentiels sites APAC	Dossier pour une subvention local avec ANAPAC en cours d'élaboration, des discussions sont en cours avec ANAPAC	25%
Finalisation de 3 PDLs (Ambwe, Bangengele et Wasongola)	Les 3 PDLs ont été validés par le Gouverneur et une remise officielle a été effectué par le ministre provincial du plan	100%
Relance de processus pour l'élaboration du plan de développement local dans trois ETDs	Le processus d'élaboration du plan de développement local pour trois ETDs a été lancé avec des missions d'information. Les TDRs pour le diagnostic participatif sont dans l'élaboration	10%
2 activités ont été planifiés et réalisés avec les recettes de l'exploitation de la première concession forestière	La réhabilitation de ponts est en cours	50%
Accompagnement de la mise en œuvre des PDLs: 5 mesures des PDLs ont été planifiées et réalisée	L'analyse des demandes de subventions locales est en cours Une proposition a été valide et le contrat est en préparation	10%

Objectif 3 L'utilisation durable des forêts, des pâturages et des ressources agricoles dans les zones périphériques des parcs nationaux est améliorée

Activités planifiées phase de démarrage mars à l'aout 2021	***Avancement Mars au June 2021***	***Taux de réalisation (%)***
Développement et mise en œuvre d'une campagne d'information et vulgarisation sur le processus et la stratégie nationale de la foresterie communautaire dans la province	Sensibilisation des exploitants forestiers, vendeurs et consommateurs à l'utilisation des nouvelles essences ciblées. La suite de la mise en œuvre est prévue vers la fin du mois de juin avec une formation information stratégie Nationale FORCOM et CLIP des nouvelles CLs	20%
Sélection des Communautés locales (CL) ayant formulées la demande d'accompagnement dans le processus FORCOM	La sélection des CL a été finalisée en juin 2021	100%
Identifier les limites des deux concessions (Okona et Yenge) à travers la cartographie participative	Activité terminée, les cartes ont été validées en mai 2021	100%
Des dossiers de demande des titres de 3 concessions ont été déposé	Deux communautés viennent de finaliser la constitution de leur dossier et de déposer ceux-ci. Les conflits de leadership au niveau de la chefferie de Matapa continuent à bloquer l'avancement des activités d'élaboration des lettres de demande des CLs Ukuna et Yenge	75%
Appuyer la 3ème exploitation dans la CFCL Bisemulu	Le lancement de la 3ème exploitation est en cours de préparation avec la CL	50%
Appui pour la réalisation de PTBA CPEDD	Processus continuel pour toute l'année, plusieurs activités de la CPEDD ont déjà été appuyées, notamment le contrôle forestier, l'appui à l'organisation des journées internationales, la vulgarisation et promotion des bois aux exploitants, etc.	80%

Objectif 4 La mise en valeur énergétique des ressources ligneuses autour des centres urbains est améliorée

Activités planifiées phase de démarrage mars à l'aout 2021	*Avancement Mars au June 2021*	*Taux de réalisation (%)*
Etude sur la consommation du charbon	TDRs ont été élaboré	10%
Développer et mettre en œuvre des projets bois-énergie	Analyse des propositions des ONGs locales en cours	10%
Pilot reboisement et sensibilisation Kindu	Subvention locale signée avec l'association OCGL : 2937 plants d'essences confondues ont été produits et une grande sensibilisation du rôle de l'arbre sur l'équilibre urbain et les conséquences de la déforestation a été réalisée dans la commune de Kasuku.	40%
Collecte de base de données sur l'utilisation de foyers améliorées à Kindu	Activité terminée, le rapport a été finalisé en avril 2021	100%
Etude sur des alternatives en énergie	Le TDR a été élaboré et la recherche d'un consultant a débuté	10%

Objectif 5 La mise en valeur d'une agriculture durable a été améliorée

Activités planifiées phase de démarrage mars à l'aout 2021	*Avancement Mars au June 2021*	*Taux de réalisation (%)*
Etude sur le potentiel agriculture dans les savanes	L'activité est encore en cours et un premier rapport a été rédigé. Un bureau d'étude a été recruté jusqu'en août 2021.	25%
Organisation de 2 formations (e.g. agroforesterie)	Une formation sur les techniques agroforestières a été réalisée.	50%
Evaluation de besoin et dotation de matériel pour le bon fonctionnement des services technique	Le service de la Division Agriculture à Kindu a reçu les matériels de fonctionnement	50%
Elaborer une première édition d'un guide agroforesterie et des produits subséquents de vulgarisation (poster, émission radio...)	Une guide d'essence sur l'agroforesterie a été développé et a été accepté par le Ministre. La dernière étape sera la création de produits subséquents (posters, émissions radios, etc.)	75%
Collecte de données sur les pépinières Collecte de données sur les semences	Les études sont terminées et ont été présentées aux partenaires et pris en compte pour la planification opérationnelle	100%
Développer et mettre en œuvre des activités agricoles dans 10 communautés	Une subvention locale a été signée avec l'association Kindu Maendeleo. Son Programme de rizipisciculture irrigué est en cours dans 4 communautés	20%
Etude sur le potentiel super Food Moringa et Artemisia	L'étude est terminée et a pu être présentée	100%

5 Etat d'avancement des résultats du Programme

Ci-dessous le Tableau - Cadre de résultats du programme

	Outcome / Output	Unité / Elément à Mesurer	Baseline			Résultat (1) 2021				Commentaires
						Premier semestre		Deuxième semestre		
			Valeur de base	Source	Valeur cible (5-Ans)	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	
Objectif: ***La population des zones d'intervention du Maniema, y compris les zones périphériques du parc national de Lomami a bénéficié de la valorisation durable et fondée sur les droits de l'homme, des ressources forestières, agricoles et pastorales.***										
1	iP1) Dans 50 communautés villageoises (associations, groupement, village), les revenus des >3000 personnes ont augmenté de plus de 15 % dans le cadre de la promotion des chaînes de valeur locales "vertes" et d'autres mesures génératrices de revenus.	Nombre de communautés villageoises	0		50	0	0	0	0	
		Revenus moyenne ($) / jour/personne	1,52		1,75	0	0	0	0	
		Nombre d'hommes	0		1050	0	0	0	0	
		Nombre de femmes	0		1500	0	0	0	0	
		Nombre de PA	0		450	0	0	0	0	
2	iP2) Dans les zones d'intervention, les superficies de paysages durables et participatifs ont augmenté de 397500 ha	Nombre de superficie	54 297 ha		397500 ha	0	0	100000 ha	0	
3	iP3) Les revenus des activités économiques communautaires (gestion des concessions communautaires, chaînes de valeur locales, etc.) servent à financer environ 50 projets communautaires, dont 25 sont spécifiquement destinés aux besoins des femmes.	Nombre de projets financés	0		50	0	0	2	0	
		Nombre de projets financés pour les Femmes	0		25	0	0	0	0	
4	iP4) 10 ETDs ont mis en œuvre 50 mesures de développement définies de manière participative	Nombre de PDLs validés	0		10	3	3	0	0	
		Nombre de mesures réalisés	0		50	0	0	5	0	
Objectif 1: Les conditions cadre liées à la conservation des forêts et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources agro-sylvo-pastorales sont améliorées.										
1.1	i1.1) Un plan d'action pour le Maniema émanant d'une politique forestière nationale a été validé par les autorités compétentes de la province.	Plan d'action disponible et validé	0		1	0	0	0	0	
1.2	i1.2) Le premier rapport annuel de la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie pour la gestion durable du bois-énergie au Maniema est disponible	Stratégie et plan d'action disponible et validé	0		1	0	0	0	0	
		Rapport annuel disponible	0		3	0	0	0	0	
1.3	i1.3) La surveillance forestière provinciale met à disposition une documentation annuelle actualisée concernant le développement de la couverture végétale	Documentation annuelles disponibles	0		3	0	0	0	0	
1.4	i1.4) Les résultats d'un zonage forestier et du SPAT sont pris en compte dans 10 processus de planification provinciale (planification au développement, AT et autres) et locale (PDL et autres)	Nombre de zonage dans le PDLs	0		10	0	0	1	0	

Objectif 2 : Les processus de gouvernance locale sont améliorés.										
2.1	I 2.1) Le nombre d'acteurs institutionnels qui soumettent des propositions dans le contexte des processus de gouvernance locale participative (processus de dialogue, mécanismes de résolution des plaintes et conflits, protocoles d'accord de gestion, comités de développement local et de conservation de la nature, conseils agricoles et ruraux de gestion par exemple) a augmenté chaque année ;	Nombre de propositions soumissent	4		12	1	1	0	0	
2.2	i.2.2) 100 structures locales (Comités de développement à tous les niveaux avec leurs commissions thématiques, cadres de concertation, plates formes, comités de coordination, CARG, CoCo) sont fonctionnelles	Nombre de structures fonctionnelles	0		100	0	0	5	0	
2.3	I 2.3) 40 structures d'épargne, dont 20 organisés par des femmes et autres groupes vulnérables, ont financé 100 projets de développement individuel liés à des activités économiques émergeant de l'utilisation durable des ressources agricoles, forestières et pastorales ;	Nombre de structures d'épargne	0		40	0	0	10	0	
		Nombre de structures d'épargne pour les Femmes	0		20	0	0	0	0	
		Nombre de structures d'épargne pour les PA	0		4	0	0	0	0	
		Nombre des projets financés	0		100	0	0	1	0	
2.4	I 2.4) deux mécanismes de gestion des plaintes (un concernant le PNL, un concernant le secteur forestier) au niveau la province sont fonctionnels.	Nombre de mécanismes de réception des plaines	0		2	0	0	0	0	
Objectif 3 : La mise en valeur durable de l'utilisation des ressources forestières est améliorée										
3.1	I 3.1) Les autorités provinciales et locales de l'administration forestière confirment que 10 concessions forestières communautaires formalisées et reconnues sont aménagées durablement sur la base de plans approuvés ;	Nombre des concessions forestières communautaires formalisées	1		10	0	0	2	0	
		Nombre des Plan de gestion approuve	0		10	1	1			
3.2	I 3.2) 50 communautés locales confirment qu'au moins une chaine de valeur locale basée sur les ressources forestières (bois d'œuvre, bois énergie, charbon de bois) est améliorée (p.ex. en termes de productivité, diversité et/ou durabilité).	Nombre de communautés	0		50	0	0	0	0	
		Nombre de chaines de valeur locale basée	1	Rapport	50	0	0	0	0	
3.3	I 3.3) Les autorités provinciales et locales de l'administration forestière confirment que 5.000 ha de reboisement sont aménagés durablement sur la base de plans approuvés ;	Nombre de ha	0		5000 ha	0	0	0	0	

Objectif 4 : La mise en valeur énergétique des ressources ligneuses autour des centres urbains est améliorée.										
4.1	I 4.1) 10 % des produits de charbon de bois et de bois de chauffages commercialisés par Kindu proviennent de chaînes de valeur optimisée en termes de durabilité.	Pourcentage (%) de chaines de valeur optimisée	0%		10%	0	0	0	0	
4.2	I 4.2) L'approvisionnement en bois d'énergie provenant de sources durables dans 5 centres du Maniema a augmenté de 10 %.	Pourcentage (%) de sources durable	0%		10%	0	0	0	0	
4.5	I 4.3) L'efficacité énergétique dans la chaîne de valeur du bois d'énergie a augmenté de 20 % (par exemple, mesures techniques, amélioration des foyers).	Pourcentage (%) de l'efficacité d'énergie dans la chaîne de valeur du bois d'énergie	0%		20%	0	0	0	0	
Objectif 5 : La mise en valeur d'une agriculture durable a été améliorée										
5.1	I 5.1) Deux systèmes agricoles améliorés (spécifiques à l'agriculture de la forêt tropicale humide ; spécifiques à l'agriculture de la savane) sont reconnus comme systèmes de référence consultatifs par l'administration agricole au niveau provincial.	Nombre de systèmes	0		2	0	0	0	0	
5.2	I 5.2) 10 000 ménages appliquent des systèmes agricoles spécifiques améliorés dans les zones d'intervention.	Nombre de qui appliquent les systèmes agricoles spécifiques.	0		10000	132	132	0	0	

6 Contribution du programme à l'atteinte des Indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI

Tableau - Progrès vers les indicateurs CAFI couverts par le programme

Indicateur	Cibles	Sources de vérification	Fréquence de Reporting	Progrès réalisé
Hectares géoréférencés des paysages à usage durable et participatif	397 000 ha 20.000 ha d'agriculture durable 20000 ha APAC >355000 ha concessions foresteries communautaires >50.000 ha réserves forestières	Evaluation des rapports de la surveillance forestière Rapport projet Cartes SIG	Chaque année	
Nombres de plans de développement d'ETD (Secteurs)	10	Disponibilité des PDLs	Chaque années	3
Nombre de paysans -bénéficiaires directs d'un l'agriculture durable	10000	Rapports projet	Chaque année	132
Nombre de projets communautaires financés par revenus des chaines de valeurs améliorés	150	Rapports projet	Chaque année	1
Augmentation des revenus des bénéficiaires directs par type de cibles	15% 3000 personnes	Rapports projet	Chaque année	
Nombre de chaines de valeur bois et bois-énergie améliores	50			
Nombre des structures locales fonctionnels	100	Évaluation externe	Fin du projet	
Nombre de mécanisme de plainte fonctionnel	2	Rapport	Chaque année	
Percentage des produits de charbon de bois issues de chaînes de valeur optimisées	10%	Rapport	Chaque deux ans	
Percentage d'efficience énergétique le long de la chaine de valeur de la filière bois énergie	20%	Rapport	Chaque deux ans	
Hectares géoréférencés de reboisement	5000	Carte SIG	Chaque deux ans	

7 Contribution du programme à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

Tableau - Progrès vers les Jalons de la LOI

	Descriptif du Jalon	Objectifs	Progrès accomplis
Agriculture	Elaborer et mettre en œuvre de manière participative et transparente une politique agricole contribuant au développement rural et a la sécurité alimentaire national tout en limitant l'impact actuel et à venir sur les forets .	La mise en valeur d'une agriculture durable a été améliorée dans les zones d'invention de la province Maniema à travers des deux systèmes agricoles améliorés (forêt dense et savanes) qui sont reconnus et appliqués comme systèmes de conseil par l'administration agricole provinciale	.RAS

Energie	Elaborer et mettre en œuvre de manière participatives et transparente une politique énergétique de gestion durable du bois-énergie et de substitution partielle a ce dernier	La mise en valeur énergétique des ressources ligneuses autour des centres urbains est améliorée a travers d'une élaboration et mise en œuvre d'une stratégie provincial du bois-énergie et de la mise en œuvre des alternatives en bois-énergie	Une étude sur l'utilisation de bois-énergie et types des foyer améliorées a effectués dans la ville de Kindu
Forêts	Elaborer et mettre en œuvre de manier participative et transparente une politique foresterie permettant une gestion durable des ressources foresteries par les multiples acteurs du secteur, y compris les communautés locales et autochtones, mettant un accent particulier sur l'application des lois foresteries, la gouvernance et divers modelé locaux et communautaire des gestions.	La mise en valeur durable de l'utilisation des ressources forestières est améliorée a travers de l'élaboration et mise et œuvre d'une stratégie de l'utilisation et restauration des paysages foresterie et d'élaboration et mise en œuvre du plan d'action pour le Maniema émanant d'une politique forestière nationale	RAS
Aménagement du territoire	Elaborer et mettre en œuvre de manière participative et transparente une politique d'aménagement du territoire organisant et optimisant l'utilisation de terres et des ressources forestiers par les divers secteurs d'économie national dans le respect des droits reconnus par le système légal de la RDC, afin d'en réduire l'impact sur le fores de réduire les conflit et d'assures le développement durable aux niveau national et local	Les conditions cadre liées à la conservation des forêts et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources agro-sylvo--pastorales sont a traves d'élaboration et application d'une Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire (SPAT)	3 PDLs élaborés avec un zonage
Foncier rural	Elaborer et mettre en œuvre de manière participative et transparente une politique foncière équitable y compris en ce qui concerne les questions de genre et des personnes vulnérable les communautés locales et les peules autochtone et susceptible d'assure une gestion durable et non conflictuelles des terres et la clarification des droits fonciers et vue de limiter la conversion des terres foresteries	Les processus de gouvernance locale sont améliorés à travers d'un renforcement des capacités des acteurs institutionnels et des structures locales pour des propositions dans le contexte des processus de gouvernance locale participative et de la mise en place de mécanisme de gestion des plaintes	Un accord a été élaboré sur un conflit

8 Exécution financière

Rapport sur la vue financière

Dans le cadre d'introduction du PIREDD dans le programme BGF GIZ, la gestion de finance a réorganisé la structure financière. La distribution des coûts sur les 5 outputs définit dans l'offre PIREDD ainsi que le changement de la comptabilité sur un nouveau numéro de projet ont été instaurés. Pendant la période de rapportage (01.03.-30.06.2021), le programme existant a préfinancé les dépenses jusqu'au transfert de la première tranche PIREDD le 27.04.2021 qui s'élève à USD 10'000'000. Les réallocations nécessaires par la suite ont été faite pour la période de rapportage et sont toujours en cours de se faire au fur et à mesure.

A partir de fin mai 2021, le nouveau système informatique avec le nouveau numéro de projet et les 5 outputs était officiellement opérationnel et adjugé par le siège en Allemagne.

Les chiffres présentés ci-dessous sont un instantané des écritures effectuées dans le système comptable jusqu'au 30 juin 2021 inclus.

Les flux de processus entre le siège en Allemagne, le bureau central à Kinshasa et le bureau de projet à Kindu sont encore quelque peu lents en raison des processus administratifs, surtout dans cette phase de démarrage du projet. Raison pour laquelle certains coûts déjà encourus pendant la période de référence ne sont pas encore définitivement indiqués ci-dessous, car les écritures n'ont pas encore été définitivement autorisées. Par exemple, toutes les dépenses pour les subventions locales ne sont pas encore indiquées correctement au 30 juin. Ici, l'aperçu des contrats déjà conclus pendant la période de référence (tableau 6) donne un meilleur aperçu des activités du programme.

Tableau - Taux de delivery du Programme.

Lignes budgetaires	Budget Total (USD)*	Budget prévu première tranche*	Dépenses 1ère semestre 2021**	Solde au 30.06.2021	Taux de décaissement
1 Coûts personnel Totaux	**$ 12.194.895,38**	**$ 4.419.211,00**	**$ 340.965,36**	**$ 4.078.245,64**	**8%**
1.1 Personnel GIZ	$ 9.074.353,80	$ 2.722.306,00	$ 288.858,85	$ 2.433.447,15	11%
1.2 Services administratives	$ 1.754.199,53	$ 877.100,00	$ 38.300,82	$ 838.799,18	4%
1.3 Consultants Nationaux et internationaux	$ 1.366.342,05	$ 819.805,00	$ 13.805,69	$ 805.999,31	2%
2 Travel	**$ 869.083,14**	**$ 217.737,00**	**$ 24.148,66**	**$ 193.588,34**	**11%**
2.1 Dépenses voyages terrain	$ 622.693,59	$ 155.673,00	$ 18.060,55	$ 137.612,45	12%
2.2 Dépenses voyages personnel national	$ 229.590,26	$ 57.398,00	$ 6.088,11	$ 51.309,89	11%
2.3 Autres dépenses voyages	$ 11.199,53	$ 2.800,00	$ 0,00	$ 2.800,00	0%
2.7 Toute autre dépense liée aux voyages et déplacements	$ 5.599,76	$ 1.867,00	$ 0,00	$ 1.867,00	0%
3 Achats	**$ 1.909.597,41**	**$ 870.802,00**	**$ 65.505,28**	**$ 805.296,72**	**8%**
3.1 Fournitures, produits de base, matériaux	$ 1.405.618,78	$ 702.809,00	$ 60.106,86	$ 642.702,14	9%
3.2 Constructions et achat matériaux de construction	$ 503.978,63	$ 167.993,00	$ 5.398,42	$ 162.594,58	3%
4 Transferts et subventions aux partenaires	**$ 9.463.598,63**	**$ 3.154.533,00**	**$ 1.424,54**	**$ 3.153.108,46**	**0%**
4.1 Subventions d'appui	$ 727.969,13	$ 242.656,00	$ 0,00	$ 242.656,00	0%
4.2 Subventions locales	$ 8.735.629,50	$ 2.911.877,00	$ 1.424,54	$ 2.910.452,46	0%
5 Formations	**$ 341.585,51**	**$ 113.862,00**	**$ 388,12**	**$ 113.473,88**	**0%**
5.1 Coûts des participants aux formations	$ 341.585,51	$ 113.862,00	$ 388,12	$ 113.473,88	0%
6 Autres coûts directs	**$ 3.253.534,01**	**$ 1.084.511,00**	**$ 94.622,87**	**$ 989.888,13**	**9%**
6.1 Coûts directs Siège	$ 4.166,22	$ 1.389,00	$ 4.520,45	$ -3.131,45	325%
6.3 Coûts d'opération dans le pays	$ 1.343.943,00	$ 447.981,00	$ 11.928,19	$ 436.052,81	3%
6.4 Services diverses et fournisseurs	$ 1.457.371,79	$ 485.791,00	$ 50.048,88	$ 435.742,12	10%
6.5 Autres	$ 448.053,00	$ 149.351,00	$ 28.125,35	$ 121.225,65	19%
7 Total Coûts directs	**$ 28.032.294,08**	**$ 9.860.656,00**	**$ 527.054,83**	**$ 9.333.601,17**	**5%**
8 Coûts indirects	**$ 1.962.260,59**	**$ 654.087,00**	**$ 51.957,81**	**$ 602.129,19**	**8%**
9 TVA	**$ 5.445,21**	**$ 1.915,00**	**$ 0,00**	**$ 1.915,00**	**0%**
Total	**$ 30.000.000,00**	**$ 10.516.658,00**	**$ 579.012,64**	**$ 9.937.645,36**	**6%**

***Taux de change budget : 1 € = 1,119 $**

****Taux de change 29.07.21 : 1 € = 1,179 $**

Ligne Budgetaire	Total en $	Output 0	Output 1	Output 2	Output 3	Output 4	Output 5
1 Coûts personnel Totaux	**$ 340.965,36**	**$ 8.531,07**	**$ 62.177,95**	**$ 84.571,85**	**$ 66.819,82**	**$ 33.405,73**	**$ 85.458,94**
1.1 Personnel GIZ	$ 288.858,85	$ 8.110,41	$ 56.244,52	$ 61.633,68	$ 55.539,90	$ 31.070,02	$ 76.260,32
1.2 Services administratives	$ 38.300,82	$ 420,66	$ 5.933,43	$ 9.132,48	$ 11.279,92	$ 2.335,71	$ 9.198,62
1.3 Consultants Nationaux et internationaux	$ 13.805,69	$ 0,00	$ 0,00	$ 13.805,69	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00
2 Travel	**$ 24.148,66**	**$ 2.375,92**	**$ 3.717,76**	**$ 6.044,27**	**$ 4.414,41**	**$ 1.645,43**	**$ 5.950,88**
2.1 Dépenses voyages terrain	$ 18.060,55	$ 566,80	$ 3.493,46	$ 3.462,56	$ 2.941,42	$ 1.645,43	$ 5.950,88
2.2 Dépenses voyages personnel national	$ 6.088,11	$ 1.809,12	$ 224,30	$ 2.581,71	$ 1.472,99	$ 0,00	$ 0,00
2.3 Autres dépenses voyages	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00
2.7 Toute autre dépense liée aux voyages et deplacements	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00
3 Achats	**$ 65.505,28**	**$ 0,00**	**$ 5.948,13**	**$ 26.766,61**	**$ 32.790,54**	**$ 0,00**	**$ 0,00**
3.1 Fournitures, produits de base, matériaux	$ 60.106,86	$ 0,00	$ 5.408,29	$ 24.337,32	$ 30.361,25	$ 0,00	$ 0,00
3.2 Constructions et achat matériaux de construction	$ 5.398,42	$ 0,00	$ 539,84	$ 2.429,29	$ 2.429,29	$ 0,00	$ 0,00
4 Transferts et subventions aux partenaires	**$ 1.424,54**	**$ 0,00**	**$ 0,00**	**$ 1.424,54**	**$ 0,00**	**$ 0,00**	**$ 0,00**
4.1 Subventions d'appui	$ -	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00
4.2 Subventions locales	$ 1.424,54	$ 0,00	$ 0,00	$ 1.424,54	$ 0,00	$ 0,00	$ 0,00
5 Formations	**$ 388,12**	**$ 0,00**	**$ 0,00**	**$ 68,08**	**$ 320,04**	**$ 0,00**	**$ 0,00**
5.1 Coûts des participants aux formations	$ 388,12	$ 0,00	$ 0,00	$ 68,08	$ 320,04	$ 0,00	$ 0,00
6 Autres coûts directs	**$ 94.622,87**	**$ 1,79**	**$ 6.695,21**	**$ 68.754,86**	**$ 17.421,86**	**$ 491,31**	**$ 1.257,84**
6.1 Coûts directs Siège	$ 4.520,45	$ 1,79	$ 886,16	$ 1.117,56	$ 1.137,29	$ 444,87	$ 932,78
6.3 Coûts d'opération dans le pays	$ 11.928,19	$ 0,00	$ 1.192,82	$ 5.135,50	$ 5.228,37	$ 46,44	$ 325,06
6.4 Services diverses et fournisseurs	$ 50.048,88	$ 0,00	$ 3.575,01	$ 42.936,47	$ 3.537,40	$ 0,00	$ 0,00
6.5 Autres	$ 28.125,35	$ 0,00	$ 1.041,22	$ 19.565,33	$ 7.518,80	$ 0,00	$ 0,00
7 Total Coûts directs	**$ 527.054,83**	**$ 10.908,78**	**$ 78.539,05**	**$ 187.630,21**	**$ 121.766,67**	**$ 35.542,47**	**$ 92.667,66**
8 Coûts indirects	**$ 51.957,81**						
9 TVA	**$ 0,00**						
Total	**$ 579.012,64**	**2%**	**15%**	**36%**	**23%**	**7%**	**18%**

Contrats signés

Tableau - Suivi des contrats

N° du Contrat	Intitulé et thématique	Montant en $	Date signature contrat	Date début des travaux	Date fin Contrat	Délai Exécution Prévu	Commentaires
83378327	KINDU MAENDELEO; Subvention Locale	25.987,70	12.04.2021	12.04.2021	30.09.2021	30.09.2021	En cours
83378417	ASEFA; Subvention Locale	31.567,80	14.04.2021	14.04.2021	13.07.2021	31.08.2021	En cours
83375167	OCGL; Subvention Locale	14.420,00	01.03.2021	01.03.2021	28.02.2022	28.02.2022	En cours
KID_BGF_COFI/2021/03/005	NASIBU AMURI RAHMANI; Consultant	2.803,00	10.03.2021	10.03.2021	07.04.2021	07.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/02/006	ASSUMANITADENGE Louise; Consultant	320,00	11.03.2021	11.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/007	MWAMINI MWIMBA Nelly; Consultant	320,00	11.03.2021	11.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/008	KABALA MANKUNKU JP; Consultant	270,00	11.03.2021	11.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/009	CHRISTIAN KUNGWA;Consultant	270,00	11.03.2021	11.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/010	KAWAYA JEAN CRYSO; Consultant	300,00	11.03.2021	11.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/011	KONGOLO KAHAMBWE Joseph; Consultant	200,00	21.03.2021	21.03.2021	25.03.2021	25.03.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/012	TABAKU KAKWALA MARIE; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/013	AYUZA KANYAMA Pascal; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/014	ONGAMBO DESCARTES Benoit; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/015	ANIFA LUBAO Richel; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/016	NGALOYAGE MPIGIRWA Fortunat; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/03/017	N'SONGI ALIMASI Alexandre; Consultant	796,00	26.03.2021	26.03.2021	10.04.2021	10.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/018	KALONGO YALUFI Marie-Blandine; Consultant	586,00	12.04.2021	12.04.2021	28.04.2021	28.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/019	NGANDU KALOMBAY Justin; Consultant	586,00	12.04.2021	12.04.2021	28.04.2021	28.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/020	KEMBO MANGA JUSTIN; Consultant	586,00	12.04.2021	12.04.2021	28.04.2021	28.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/021	BWANGWA MUNKINA HELENE; Consultant	586,00	12.04.2021	12.04.2021	28.04.2021	28.04.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/022	MUSANGE AMURI Brigitte; Consultant	586,00	12.04.2021	12.04.2021	28.04.2021	28.04.2021	Clôturé
83378399	DR ALBERT NIKIEMA; Consultant	4.800,00	23.04.2021	23.04.2021	04.05.2021	04.05.2021	Clôturé
83378387	JANNOT KAVUYA; Consultant	7.620,00	12.04.2021	12.04.2021	31.05.2021	31.05.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/04/023	PANDAMITI David; Consultant	850,00	22.04.2021	22.04.2021	31.05.2021	31.05.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/024	MUMBEREBénédiction ; Consultant	1.030,00	26.04.2021	26.04.2021	04.05.2021	04.05.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/04/025	NSHIMBA SEYA WA MALALE HIPPOLYTE; Consultant	2.710,00	10.05.2021	10.05.2021	06.08.2021	06.08.2021	En cours
83374396	CERIAD/DR AIME HERI KAZI; Bureau d'étude	51.570,00	10.05.2021	10.05.2021	31.08.2021	31.08.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/026	ALINE EMILIANE Aimèe; Consultant	460,00	24.05.2021	24.05.2021	04.06.2021	04.06.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/027	LOMBE TABU Joseph; Consultant	460,00	24.05.2021	24.05.2021	04.06.2021	04.06.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/028	SALUMU TAMUTU Trésor; Consultant	460,00	24.05.2021	24.05.2021	04.06.2021	04.06.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/05/029	MOLINDE BARUTI Léonard; Consultant	500,00	10.05.2021	10.05.2021	31.05.2021	31.05.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/030	DIAKANUA MAYODE Armel; Consultant	2.880,00	10.05.2021	10.05.2021	10.09.2021	10.09.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/031	KALOMBO-wa-LUKONGO VIVI; Consultant	750,00	24.05.2021	24.05.2021	28.05.2021	28.05.2021	En cours

KID_BGF_COFI/2021/05/032	MIKO BUMANDE LEON; Consultant	750,00	24.05.2021	24.05.2021	28.05.2021	28.05.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/05/033	KALULUMIA BIMPA K Stéphane; Consultant	750,00	24.05.2021	24.05.2021	28.05.2021	28.05.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/05/034	BUSHIRI MUGANGA Michel; Consultant	480,00	02.06.2021	02.06.2021	31.05.2022	31.05.2022	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/05/035	Ir Joseph MBEKU MUNGALU; Consultant	875,00	07.06.2021	07.06.2021	25.06.2021	25.06.2021	Clôturé
KID_BGF_COFI/2021/06/036	Ir JETHRO BARUKA; Consultant	2.922,00	24.06.2021	24.06.2021	25.07.2021	25.07.2021	En cours
KID_BGF_COFI/2021/07/037	KALULUMIA BIMPA K Stéphane; Consultant	1.800,00	12.07.2021	12.07.2021	31.07.2021	31.07.2021	En cours
83383928	Ernest Tambwe Lukosha; Consultant	5.390,00	24.06.2021	24.06.2021	30.08.2021	30.08.2021	En cours
83381659	Tech Plus Sarl; Bureau d'étude	57.600,00	01.07.2021	01.07.2021	30.06.2021	30.06.2021	En cours
03/CE/KD_BGF_COFI/2021/04	RESTAURANT CHEZ MAMAN NANCY; Evénementiel	1.620,00	26.04.2021	26.04.2021	07.05.2021	07.05.2021	Clôturé
04/CE/KD_BGF_COFI/2021/04	JAY HOTEL; Evénementiel	1.230,00	28.04.2021	28.04.2021	30.04.2021	30.04.2021	Clôturé
05/CE/KD_BGF_COFI/2021/05	NGANDA RESTAURANT CHEZ DA NENE; Evénementiel	1.440,00	10.05.2021	10.05.2021	21.05.2021	21.05.2021	Clôturé
06/CE/KD_BGF_COFI/2021/05	AFIA ASBL; Evénementiel	3.015,00	24.05.2021	24.05.2021	28.05.2021	28.05.2021	Clôturé
07/CE/KD_BGF_COFI/2021/07	NGANDA MAMA ROZY « Service traiteur-	1.360,00	13.07.2021	13.07.2021	23.07.2021	23.07.2021	En cours
83374291	GSC/SARL; Ouvrage	23.994,00	12.04.2021	12.04.2021	30.07.2021	30.07.2021	En cours

Gestion financière et administrative

L'administration du projet a une charge particulière de veiller aux procédures de la GIZ. Le volume des financements fait une charge de travail exceptionnel. En vue du PIREDD le personnel du projet a été augmenté pendant la période du rapport et les recrutements continuent. L'administration se fait sur

1. Une experte long-terme internationale en tant que Responsable de l'Administration et Finances qui s'occupe de la supervision de la gestion financière du projet, la surveillance des achats, des subventions, de la construction, de la logistique, des ressources humaines, de la comptabilité et des finances, ainsi que des dossiers ;
2. Un expert long terme congolais en charge des achats de matériels et équipements pour le bureau ainsi que pour les projets et programmes conformément aux règles et dispositions et point focal RH et IT qui s'occupe des thématiques de RH et de l'IT en étroite collaboration avec le bureau central avec Kinshasa ;
3. Une experte long terme congolaise comme Comptable responsable pour le bon fonctionnement de l'administration financière et la gestion financière prévisionnelle, supervision et comptabilité des projets ;
4. Un(e) aide comptable qui assure le bon déroulement des prestations au sein de la division en matière d'administration financière et de comptabilité, notamment veiller aux financements (recrutement en cours) ;
5. Un expert long terme congolais en charge des contrats responsable pour la bonne forme et le bon déroulement pour chaque type de contrat nécessaire au sein du programme ;
6. Un expert long terme congolais en charge de la logistique et des événements à organiser au sein du programme, ainsi que l'organisation et l'entretien des locaux administratifs ;
7. Un magasinier qui assure la bonne gestion du matériel au sein du bureau et pour les activités du programme et donne un appuie particulière au chargé de la logistique ;
8. Le projet a un personnel d'appui de
    a. Trois chauffeurs (dont un en cours de recrutement) sous la coordination du chargé de la logistique et ;
    b. Trois technicien(ne)s de surface sous la coordination du chargé de la logistique

Avec l'évolution du PIREDD et toujours sur la base de l'offre, le programme aura la possibilité d'augmenter la section administrative encore légèrement. Le taux des femmes à l'instant du rapport est de 40%.

Analyse des dépenses

Le programme PIREDD a officiellement commencé le 1er mars 2021. En vue du PIREDD, le projet GIZ BGF à Kindu a déjà entrepris quelques préparations, dont les dépenses ne font pas partie de ce présent rapport. Le budget contractuel pour le PIREDD en format du PNUD est la base pour l'exécution des activités et est visible dans le tableau 5 en dessus. Ce format fait partie des éléments contractuels avec le PNUD. Le cadre logique budgétisé montre comment l'utilisation du budget et repartie entre les extrants et quel pourcentage du budget et dédié à quelle ligne d'activité/extrant. Les lignes budgétaires essentielles sont les suivantes :

1.1 Personnel GIZ
1.2 Services administratives
1.3 Consultants Nationaux et internationaux
2.1 Dépenses voyages terrain
2.2 Dépenses voyages personnel national
2.3 Autres dépenses voyages
2.7 Toute autre dépense liée aux voyages et déplacements
3.1 Fournitures, produits de base, matériaux
3.2 Constructions et achat matériaux de construction
4.1 Subventions d'appui
4.2 Subventions locales
5.1 Coûts des participants aux formations
6.1 Coûts directs Siège
6.3 Coûts d'opération dans le pays
6.4 Services diverses et fournisseurs
6.5 Autres

Pour donner suite à la demande de FONAREDD, le budget a été divisé en deux parties : un budget d'environ USD 10 millions pour les deux premières années y inclus la phase de démarrage de 6 mois et un budget d'environ USD 20 millions pour trois années. Le tableau 5 montre le budget de la première tranche ainsi que les dépenses qui ont déjà été effectué de cette première tranche pendant les premiers 4 mois (6%). Au cours de ces quatre premiers mois de la phase de démarrage de six mois, le projet a pu respecter le budget prévu. Actuellement, il n'y a aucune intention de demander un changement dans l'allocation budgétaire. La ligne budgétaire 6.1, qui ressort du rapport, se réfère en particulier aux dépenses administratives encourues lors de la mise en œuvre du PIREDD dans le projet BGF et devrait être réduite proportionnellement lors de l'exécution du projet.

Selon l'offre PIREDD 32% du budget est directement destiné aux bénéficiaires et partenaires du projet sous forme des financements. Les partenaires clés avec qui la GIZ travaille (services étatiques, société civile) seront autant que possible équipé avec le matériel qui leur faudra pour mettre en œuvre leurs activités. En outre la GIZ respecte cet objectif par le biais des subventions locales qui sont destinées aux organisations non-gouvernementale (ONG) locales et régionales. Pendant la période du rapport, trois contrats ont déjà pu être signés et quatre autres sont en préparation.

Pendant la période du rapport (01.03.-30.06.21) aucun audit a été effectué.

9 Gestion participative

Le PIREDD Maniema intervient en accord avec les principes généraux de la REDD notamment dans la gestion participative et la transparente des activités.

Dans la phase actuelle nous avons identifié les acteurs selon le niveau de coopération (autorités nationales et provinciales, société civile, représentants des peuples autochtones, acteurs privés…). Ceci afin d'assurer une bonne coordination, une bonne communication et un faible potentiel de conflit au niveau de l'exécution.

10 Termes transversaux

10.1 Gouvernance

Le COPIL pour le PIREDD Maniema a été mise en place en mois de Juin 2021. L'arrête et le statut ont été validés par le Gouverneur, une première réunion est planifiée pour le mois d'aout.

10.2 Genre

Le Programme, dès son implémentation, a pensé à intégrer l'aspect genre dans tout le processus à partir de deux perspectives principales : premièrement, **ses politiques et procédures** ; et deuxièmement, **ses ressources humaines**.

Ses politiques et procédures : Le Programme a fourni des chances égales aux hommes et femmes pour leur développement et croissance professionnelle et a veillé à avoir une représentation équilibrée par sexe à différents niveaux de la gestion et réalisation du Programme (formations, activités, comites etc)

Ses ressources humaines. Le Programme a intégré le genre dans tout le processus décisionnel. Jusqu'à présent, le Programme compte 45,8 % de femmes avec une proportion de postes occupés d'une responsabilité considérable. Egalement pendant les recrutements des consultants on cherche à recruter aussi des femmes (par exemples pour les enquêtes, comme animateurs, comme cartographes locaux). L'égalité de rémunération est assurée.

Actuellement une étude est lancée sur l'implication des femmes dans les instances décisionnelles au Maniema. Les résultats qui proviendront de celle-ci permettront d'avoir une idée sur les différences qui doivent être éliminées pour s'assurer l'égalité des sexes à chaque niveau d'implication du Programme. Le programme respecte les normes conformément aux lignes directrices.

Tableau - Suivi des aspects Genre

Critère	Actions prises pour intégrer l'aspect genre	Résultats	Coût en USD	Défis affrontés
Mise place d'une stratégie	Etude sur l'implication des femmes dans les instances décisionnelles au Maniema	En cours	32000 $	Les candidatures des femmes pour les postes ou mêmes la participation aux formations sont encore faibles
Renforcement des capacités des femmes	Implication des femmes lors des tenues des ateliers et formations.	Implication de plus de 40% de femmes dans les ateliers et les formations.	0	
Renforcement des capacités/sensibilisation sur l'égalité des sexes	Formation sur l'intégration du concept genre	25 acteurs étatiques et de la société civile (16 hommes et 9 femmes) ont été formés sur l'intégration du concept genre dans leurs activités,	15000	

10.3 Peuples Autochtones

Le Programme a procédé à identification de sites et prépare une série de consultations avec les leaders de cette communauté afin de s'assurer de leur pleine participation à la mise en œuvre et qu'elle en tire bénéfice de manière privilégiée. Les objectifs spécifiques de cette consultation sont les suivants : (i) accompagner la structuration des peuples autochtones et s'assurer de leur participation dans les instances de consultation et de pilotage (ii) vulgariser la loi portant sur la protection des peuples autochtones (iii) participer au traitement des plaintes et leur expliquer de quelle manière ils peuvent faire recours en cas de mécontentement.

Une subvention locale est en cours de préparation pour un projet de chaîne de valeur (Développement de la filière a huile) qui travaillera avec 40 pygmées de la chefferie de Aluba en territoire de Kibombo.

10.4 Autres groupes sociaux (Jeunes, etc.)

L'implication des jeunes dans les processus de mise en place du Programme a un impact significatif sur la couverture forestière. En effet, ils sont les premiers à défricher la forêt afin d'y conquérir l'espace nécessaire à leurs cultures. Certains défrichent à titre d'exemple même 5ha pour eux seuls. En débroussaillant un grand espace, cela leur permet selon eux de produire plus.

Les jeunes sont également les grands producteurs de charbon de bois et s'engagent dans les fronts pionniers à maïs et maniocs. Les impliquer dans des activités d'agroforesterie, de production agricole et forestière durable relève donc de la plus grande priorité. Les mêmes dispositions que pour les femmes seront prises pour les jeunes ; les jeunes étant en général plus ouverts aux innovations. Ils sont aussi très intéressés par tout ce qui peut rapporter de l'argent. Ils sont néanmoins « pressés » et leur intérêt pour les cultures à cycle court (à retour monétaire rapide) reste souvent plus affirmé que celui pour les cultures pérennes.

La subvention locale accordée à l'OCGL comprend une sensibilisation à la protection de l'environnement dans les écoles de Kindu.

10.5 Respect de normes environnementales et sociales

a) Etude d'impact environnementale et sociale

Une étude a été réalisée dans le cadre de la mission d'audit du projet BGF.

b) Mesures prises afin d'assurer le respect de chacune des sauvegardes

Diverses mesures ont déjà été prises ou sont en préparation pour assurer le respect des mesures de sauvegarde.

Tableau - Suivi des mesures/principes de sauvegardes

FONAREDD (2021)	Les réalisations	Le coût en USD	Les défis rencontrés
Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l'accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité. (Cancun a ; IFC norme 6)	Deux communautés viennent de finaliser la constitution de leur dossier de demande de des titres concessions foresteries	10000$	Les conflits de leadership au niveau de la chefferie de Matapa continuent à bloquer l'avancement des activités de demande des CLs Ukuna et Yenge
Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b)	L'arrête et le statut pour le COPIL Maniema ont été élaborés en June 2021 et validé par le Gouverneur	3000$	Au début du projet, il y avait beaucoup de fausses rumeurs sur le projet au Maniema, ce qui avait conduit à des malentendus. Ces questions ont été réglées lors des réunions de planification.
Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d'éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes (IFC norme 4)	Les premières étapes ont été prises pour élaborer une stratégie de la restauration des paysages foresteries pour la province Maniema avec la mise en œuvre de la méthode d'évaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers (MEOR)	0	La préparation d'un contrat avec l'UICN pour le MEOR a pris plus de temps que prévu.
Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées (Cancun f ; IFC norme 1)	Une assemblée communautaire a été organisée, au cours de laquelle la population a voté sur les activités socio-économiques à réaliser avec les recettes de la concession de Bisemulu	6000$	Une des difficultés reste la priorisation des activités. Les votes dans le village ne sont pas toujours répartis de manière égale.
Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l'émergence de nouvelles opportunités économiques pour	Une etude sur le potentiel de la mise en place des chaines de	3000$	Les pygmées sont inégalement répartis dans la

contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones	valeur super food Moringa et Artemisia at été réalisé. Une subvention locale est en cours de préparation pour un projet de chaîne de valeur (Développement de la filière a huile) qui travaillera avec 40 pygmées de la chefferie de Aluba en territoire de Kibombo		province et difficiles à atteindre. Les approches innovantes se trouvent souvent confrontées à une résistance au départ. La sensibilisation jouera un rôle important à cet égard
Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales (Cancun d)	Le projet suit une approche participative. Par exemple, lors de la préparation des 3 plans de développement locale, la population a été impliqué afin de definir et de prioriser les activités socio-économiques de manière équitable. De même, la mise en place de 2 concessions s'est fait par des approches participatives (cartographie participative).	30000	C'est encore difficile d'atteindre un bon quota de femmes. Par exemple, seuls 5% des femmes ont pu être mobilisées pour la cartographie participative.
Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu'ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées (Cancun c ; IFC norme 3,5,7)	Nous sommes en train de préparer la mise en place de mécanismes de plaintes pour le projet. Nous effectuons également des suivis réguliers pour collecter des données auprès des bénéficiaires de subventions locales (demandez le choix de ces bénéficiaires). Diverses campagnes de sensibilisation sont prévues.	300	La sélection des bénéficiaires n'est pas assez transparente dans certains cas. Des mesures ont été prises pour améliorer cette situation.

11 Gestion des risques

Tableau - Gestion des risques.

Identification des risques			**Traitement du risque**		
Description du risque	**Période d'identification**	**Catégorie de risque**	**Action(s)**	**Responsabilité**	**Date limite**
La conservation de la biodiversité et la gestion durable des forêts, ainsi que des conseils sur un certain nombre de normes internationales de conformité (par exemple, environnement, affaires sociales, droits humains, corruption, etc.), exigent un **engagement politique à long terme**. Après le changement de gouvernement, des changements de priorités et des changements de personnel sont encore possibles aux niveaux national et provincial. Cela peut avoir un impact négatif sur les processus de réforme	Permanant	Elevé	En mettant en place une solide plateforme de parties prenantes, un bon dialogue entre les partenaires et une bonne documentation des processus et activités, nous essayons d'éviter les problèmes causés par le changement fréquent de gouverneur/de ministres dans la province Maniema.	Cheffe du bureau	Au besoin (changement du gouverneur)
La **dynamique du conflit dans l'Est** du pays se poursuit et est difficile à évaluer. Cela peut affecter la poursuite des processus de changement à long terme et la durabilité des mesures. L'instabilité de la situation conflictuelle dans l'Est de la RDC, ainsi que la fragilité de la situation sécuritaire causée par la présence des groupes armés peut entraver les mesures de mise en œuvre dans la province du Maniema (par exemple, accès aux groupes cibles, sécurité du personnel) ou même entraîner leur suspension	Permanant	Moyen	La situation sécuritaire dans les différentes zones est étroitement surveillée et a également constitué un critère de sélection important pour les zones opérationnelles lors de la planification stratégique. S'il y a un risque de conflit, les activités sur le terrain sont suspendues, comme c'est actuellement le cas à Balanga. Une réévaluation a lieu tous les 3 mois	Chargé de sécurité	Tous le 3 mois

La pauvreté et le fort sentiment d'isolement et d'oubli au sein de la population restent des facteurs importants qui menacent le **tissu social au Maniema**. Les principaux types de conflits rencontrés trouvent leur origine dans des litiges fonciers, des conflits de voisinage ou dans les fermes, des conflits ethniques et tribaux, la sorcellerie et l'aide humanitaire. Les conflits sur l'accès à la terre sont basés sur la pensée tribale ou sur la vente de terres par les héritiers traditionnels à des parties qui restreignent ensuite l'utilisation des terres.	Permanant	Elevé	Pendant la phase de planification, nous avons veillé à ce que tous les partenaires dans la province Maniema (acteurs étatiques, société civile, communautés, universités, PA) soient impliqués dans la planification stratégique et opérationnelle.	Cheffe du bureau	Aout 2021
Les **populations autochtones et locales** dépendent souvent fortement de l'utilisation des ressources forestières. L'utilisation industrielle et agricole par des acteurs privés et l'attribution des aires protégées ont de plus en plus privés ces populations de leurs moyens de subsistance. Leurs pratiques traditionnelles d'utilisation de ressources forestières ont été criminalisées. Une faible considération des populations autochtones et locales pourrait encore plus les marginaliser.	Permanant	Elevé	Pendant la phase de démarrage nous avons assure l'implication de PA dans des séances de la planification. Egalement l'élaboration d'une stratégie PA pour la province Maniema est prévu dans les mois a venir	Technicien droit de l'homme	Aout 2021
Les **faiblesses en capacités financiers, personnels et de mise en œuvre des services étatiques et structures locales** peut conduire à des attentes excessives vers le PIREDD de la part de la population et à une surcharge des plans de développement. Cela comporte le risque d'une perte de motivation et d'un ternissement d'image et peut avoir un impact négatif sur l'appropriation et la participation proactive du groupe cible	Permanant	Elevé	Un plan de renforcement des capacités est dans l'élaboration. Des premières actions pour le renforcement de capacités ont été réalisés	Cheffe du bureau	Aout 2021
Les **défis logistiques au Maniema** créent des difficultés opérationnelles – notamment dans des zones éloignées de la capital provinciale. Les déplacements par voie terrestre sont limités à un petit nombre d'axes L'utilisation des motos et des bateaux est inévitable pour les routes, les pistes et les voies navigables au-delà de ces limites. Les véhicules et autres marchandises sont soumis à des coûts de transport élevés. Assurer des normes minimales de sécurité pour le personnel détaché est plus coûteux ici qu'ailleurs dans le pays.	Ponctuel	Bas	Lors de la sélection des zones d'intervention, les aspects logistiques ont été pris en compte, tels que l'accessibilité, la proximité des zones d'intervention, etc.	Cheffe du bureau	Aout 2021
La mise en œuvre du PIREDD entraine de nombreux **risques du caractère administratif, financier et managérial**, résultant notamment de la coopération avec différents partenaires externes, de l'attribution des financements (subventions locales) ainsi que des grands achats.	Permanant	Elevé	Un système d'évaluation technique avec double regard par deux experts a été mis en place pour analyser les demandes des subventions locales. En outre, l'Admin-finance est en train de développer et d'établir les mécanismes des suivi financier	Cheffe du bureau Responsables finance-admin	Aout 2021
Le **risque élevé de corruption**, généralement répandu, existe également dans le contexte du programme. Cela peut avoir un impact négatif sur la mise en œuvre, le degré de réalisation des objectifs ou l'image du programme.	Permanant	Moyen	Un mécanisme de plainte pour le projet sera mise en place	Cheffe du bureau	Aout 2021
Des **pandémies globales et régionales** (par exemple COVID-19 et Ebola) peuvent avoir des effets néfastes sur la mise en œuvre du projet et notamment mener à des retards dans la mise en œuvre des activités et dans l'atteinte des résultats.	Ponctuel	Moyen			

12 Illustration narrative spécifique

Rien a signaliser

13 Modalités de suivi.

Le système de suivi et évaluation du PIREDD MANIEMA s'appuie en trois niveaux :

Niveau de mise en œuvre : le chef de bureau s'appuie sur l'équipe technique (conseillers techniques) qui réalise les activités sur le terrain et constitue un personnel ressource pour la collecte des données de l'évolution des activités. Pour se rassurer de l'approche, à chaque fois qu'une activité est réalisée, le responsable de l'activité doit fournir un rapport bien conçu pour fournir les données utiles pour la justification des avancées.

Niveau unité de Suivi et Evaluation : La conseillère Technique Junior Suivi et Evaluation a un rôle important dans son attribution de savoir-faire technique. Elle s'appuie en même temps sur la planification opérationnelle et en même temps sur le plan de suivi et évaluation. Elle organise les descentes parfois sporadiques pour la collecte des données qualitatives et quantitatives, signalons à ce même instant que son rôle va jusqu'à la gestion des connaissances. Le Programme a également mis en place un mécanisme de sondage ouvert des perspectives (KOMPASS) : Il s'agit ici, en complément, de sonder systématiquement les perspectives des partenaires, des groupes cibles et d'autres groupes d'acteurs concernés à l'aide de méthodes d'enquête ouverte (KOMPASS), afin de déceler, dans le modèle de résultats des points omis lors de la planification (lacunes), de remettre ce modèle en question et de vérifier les hypothèses de résultats. Cette approche supplémentaire permet de prendre les imprévus en considération et de tenir compte de la complexité des programmes. En même temps, elle accroit l'appropriation du programme par les parties prenantes grâce à l'orientation participative.

Niveau de pilotage et politique : Etant donné que le processus consultatif de la mise en place du Comité de Pilotage (COPIL PIREDD-Maniema), le programme a organisé une rencontre au mois de mai 2021 avec les acteurs de 2 structures sœurs (PIREDD Mai-Ndombe et PIREDD kwilu) en vue de bénéficier de leurs orientations et expériences en appuis conseils relatifs aux bonnes pratiques et comment surmonter les obstacles dans la mise place et le fonctionnement de ce dit comité.

Une descente en province est prévue pour le lancement de cette structure sous l'autorité provinciale. Une fois que cette structure sera opérationnelle une prévision des missions de suivi conjointe sera partagée.

Tableau - Etat d'avancement du plan de suivi du programme.

Activité de suivi et évaluation	Nombre prévu	Nombre réalisé	Taux de réalisation	Coûts en USD/Budget	Résultats et leçons tirées
Missions de suivi terrain	1 (une) Mission de suivi sur terrain	1 (Une mission) a été sur terrain	100%	300$	liste constats a été partagé
Réunions	6 suivi des SL	6 suivi des SL	100%	0$	
Rapports	1 rapport	1 rapport	100%	0$	
Revues techniques	10 revues technique de la stratégie 1 atelier planification stratégique	10 revues technique 1 atelier planification stratégique	100%	1000$	RAS
Evaluations externes	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Collecte des données	1 collecte de données avancement	1 collecte de données avancement	100%	0$	RAS
Tenue du COPIL	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Prise en compte recommandations du COPIL	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Réunion de différentes plateformes	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

14 Révisions programmatiques (le cas échéant)

Le programme est actuellement encore dans sa phase de lancement. Après la validation, l'accent est désormais mis sur l'élaboration d'un plan opérationnel pour les 4,5 prochaines années. Par conséquent, il y aura des ajustements dans les activités prévues au cours des prochains mois.

15 Auto-évaluation du programme

Le programme a très bien démarré au cours de ces 3 premiers mois depuis le début du projet. Les employés ont été recrutés avec succès. Les premières données de base ont pu être collectées. Des activités pilotes ont été lancées, ainsi que des études. La planification stratégique a été réalisée et le programme est maintenant dans le processus de planification opérationnelle.

16 Difficultés rencontrées et mesures prises,

L'un des principaux obstacles est la pandémie COVID-19, qui signifie, par exemple, que les grandes réunions ne peuvent avoir lieu et que plusieurs petites réunions doivent être organisées, ce qui prend plus de temps. Des études prévues ont également été retardées parce que les consultants n'ont pas pu se déplacer.

Mesures prises : Au lieu d'une grande réunion, nous faisons de petites réunions, en prenant toutes les précautions. Les consultants travaillent à distance ou cherche des ressources locales qui reçoivent ensuite un soutien virtuel de consultant a distance.

En ce qui concerne les partenaires du Maniema, nous voyons beaucoup d'attentes de la part de certains partenaires gouvernementaux concernant la priorisation des activités mais aussi concernant la distribution des fonds, ce qui est une source potentielle de conflit.

Mesures prises : Nous essayons ici de relativiser les attentes par une transparence et une bonne communication. Egalement on mit l’importance d’avoir un échange accru entre tous les partenaires dans la province.

17 Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du programme

RAS

18 Conclusion et recommandations

Dans l'ensemble, nous sommes très satisfaits de l'avancement des activités au cours de ces premiers mois du projet. Nous constatons une grande motivation parmi les partenaires et il y a eu une forte participation des partenaires du Maniema dans la planification stratégique et opérationnelle. Les premières activités pilotes ont également bien démarré.